

John Jr. Witte, *Law and protestantism. The legal teaching of the lutheran reformation*

Cambridge (GB), Cambridge University Press, 2002, 337 p. (avant-propos de Martin E. Marty) (bibliogr., index, illustr.)

Nathalie Kálnoky



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/2146>

DOI : 10.4000/assr.2146

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2004

Pagination : 53-158

ISBN : 2-222-96754-6

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Nathalie Kálnoky, « John Jr. Witte, *Law and protestantism. The legal teaching of the lutheran reformation* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 128 | octobre - décembre 2004, document 128.44, mis en ligne le 16 novembre 2005, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/assr/2146> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.2146>

étatiques et scientifiques dans la contemporanéité africaine, et qui s'expriment dans les imaginaires de la guérison divine.

C'est tout cet édifice de croyances et de pratiques de puissances que l'A. scrute minutieusement à travers de fines analyses sur les affaires du corps, sur Mami Wata et sur le prophète-guérisseur dans les différents champs de pouvoir ; car conclut-il, « la diabolisation du Génie sorcier, la fétichisation de la marchandise, la magnification de l'écriture, les recompositions de Dieu dans la sorcellerie relèvent d'un même magma de significations imaginaires constitutives du « complexe fascinant » du Souverain moderne ou du capital Dieu ». Celui-ci est très disputé en Afrique centrale, notamment au Congo-Brazzaville et au Gabon, du fait qu'il participe aussi bien de la définition des nouvelles identités que de la réalisation de profits matériels et symboliques qui y sont associés. Je dirai aussi que tout cela est à considérer comme des formes inédites de productions de la modernité religieuse et de la modernité politique en Afrique. Cet ouvrage aborde bien de manière critique et dans une démarche originale, le problème de la guérison divine en Afrique centrale.

Abel Kouvouama.

128.44

WITTE (John, Jr.).

Law and Protestantism. The Legal Teaching of the Lutheran Reformation. Cambridge (GB), Cambridge University Press, 2002, 337 p. (avant-propos de Martin E. Marty) (bibliogr., index, illustr.).

L'auteur enseigne à l'université Emory, (Atlanta, Georgia, États-Unis) où il dirige le 'Center for the Interdisciplinary Study of Religion' ([http : \www.law.emory.edu/cisr/](http://www.law.emory.edu/cisr/)). Ses travaux portent plus spécialement sur le droit et le fait religieux.

Le titre de l'ouvrage promet un vaste programme que le sous-titre ne réduit qu'au seul courant luthérien du protestantisme. En réalité, il va s'agir strictement des écrits de Martin Luther (et, au chapitre 4, de ceux de trois de ses contemporains : Philip Melancthon, Johannes Eisermann et Johann Oldendorp). Cependant, dans ces limites de temps et de lieux, l'analyse proposée par l'A. relève davantage, pour le domaine juridique, de la théorie générale du droit que de l'histoire du droit.

L'avant-propos pose la question de l'intérêt de l'ouvrage : « Pourquoi porter notre attention sur l'histoire de principautés du saint Empire romain germanique au début du XVI^e siècle ? »

(p. XI) et insiste en précisant qu'il ne s'agit ni d'histoire sociale, ni d'histoire des idées, mais « de droit et de théologie, de théologie et de droit » (p. XII). M.E. Marty s'empresse de répondre : cette étude présente un caractère universel (p. XIII) et sa méthode 'binoculaire' rend justement compte de l'imbrication des préoccupations théologiques et juridiques de Luther et des premiers temps de la Réforme.

L'introduction, subdivisée en deux parties : « droit et théologie dans la Réforme luthérienne » (p. 5) et « Ernst Troeltsch et l'historiographie de la Réforme luthérienne » (p. 23), entraîne tout d'abord le lecteur au cœur des notions centrales de cette étude : la doctrine des deux règnes de Luther et les trois cercles d'autorité de la société terrestre (la famille, l'Église et l'État avec le *paterfamilias* un '*patertheologicus*' et un '*paterpoliticus*' p. 7) pour ensuite présenter l'ouvrage comme une simple mise au point face aux travaux de Troeltsch qui, selon l'A., n'a pas accordé à l'œuvre de Luther la place qu'elle mérite (p. 24).

Suivent sept chapitres d'inégale densité. Les deux premiers chapitres présentent un état des lieux des conflits entre droit canonique et droit civil à la veille de la Réforme, constat qui recentre le cadre vaste – beaucoup plus vaste – du mouvement de remise en question de l'autorité de l'Église sur la situation particulièrement abusive dans les principautés du saint Empire (chap. 1) puis, selon l'analyse de J.W.Jr, la lecture évangélique du droit canonique (chap. 2) c'est-à-dire, après les excès des années 1520 contre la « tyrannie papale » le retour à un certain nombre de règles du droit canonique, après 1530.

Le cœur et l'articulation de l'analyse semblent, en fin de lecture, s'être tenus dans les chapitres 3 et 4 où sont explicités tout d'abord la doctrine des deux règnes de Luther, puis les interprétations et prolongements juridiques qu'en firent Melancthon, Eisermann et Oldendorp. Présentée sous divers angles : la puissance divine (*theory of being* ou *ontology*), la personne, l'Église, la connaissance et la doctrine du salut (*righteousness* ou *soteriology*), la doctrine des deux règnes entraîne des implications sociales, politiques et juridiques que Luther et ses successeurs n'analyseront pas nécessairement unanimement. Une forte divergence porte sur la place de la règle de droit. Si pour Luther, elle est indispensable dans le règne terrestre tandis que les Évangiles gouvernent le règne spirituel (p. 91), ses successeurs renforcent et prolongent le rôle de la règle de droit au-delà de cette nécessité contingente pour en faire l'outil non seulement de la coercition des pécheurs et du respect de la seconde table des

dix commandements mais aussi de l'édification morale de chacun dans l'esprit de la première table. L'A. précise que « Luther lui-même aurait hésité à adopter ces nouvelles conclusions » (p. 117).

Le bref chapitre 5 revient sur l'évolution des mentalités à la fin du Moyen Âge aux fins de montrer – dans le style 'binoculaire' qu'affectionne l'A. – comment « le mouvement de 'réforme juridique' du XV^e siècle a conduit à la Réforme luthérienne et comment la Réforme luthérienne, en retour, a produit un nouveau mouvement de réforme juridique » (p. 177). Toujours orienté vers une mise à plat des mécanismes de la Réforme, ce chapitre offre quelques exemples de thèmes (les œuvres de charité), lieux (Wittenberg) et dates et annonce les deux illustrations principales de l'analyse : le mariage et l'éducation. S'il est un domaine où la 're-lecture évangélique' du droit canonique a rendu nécessaire l'établissement de règles de droit civil, c'est bien celui du mariage qui a occupé les théologiens et juristes dès les débuts de la Réforme (chap. 6). La suprématie de l'Église – catholique – dans les institutions scolaires était déjà battue en brèche depuis le XIV^e siècle, comme le rappelle l'A. (p. 259), mais il est vrai que la Réforme, aussi bien dans son esprit évangélique que pour sa mise en place et son affermissement, rendait indispensable l'établissement de nouvelles structures d'enseignement (chap. 7).

Les réflexions proposées en guise de conclusion élargissent soudainement le champ d'observation et le passage de Wittenberg au XVI^e siècle au monde occidental actuel est un peu abrupt (p. 295) ; il n'est pas interdit au lecteur de considérer la vision de Troeltsch au moins aussi pertinente et, sans ignorer le rôle historique de Luther et des premiers réformateurs, de difficilement considérer l'influence de ces doctrines aussi directement – et uniquement – prégnante dans ce que l'A. appelle le « monde occidental ».

Une bibliographie non négligeable mais que l'absence de la *summa divisio* sources/études rend confuse (à noter également les dangers du « tri par ordinateur » qui renvoie 'von Beust', 'von Friedeburg', etc. à la lettre V !).

Affirmer qu'un « travail sérieux d'études interdisciplinaires entraîne nécessairement les critiques et mécontentements de tous » (p. 30) ne préserve pas des amertumes du lecteur. Droit et théologie sont effectivement au cœur de la Réforme comme de la pensée de Luther et une approche interdisciplinaire des œuvres de ce dernier est tout à fait pertinente. Mais les juristes ont déjà bien conscience de ce lien entre religion

et droit (sans oublier la morale) et si une nouvelle étude de la pensée de Luther n'est jamais malvenue, était-il pour autant nécessaire d'en conclure directement de la théorisation de la pensée de Luther au monde occidental actuel ? La Réforme ne se résume pas à Luther, ni les valeurs du monde moderne occidental à la Réforme. De plus, la lecture 'binoculaire' – expression que revendique l'A. pour son approche interdisciplinaire – finit par tourner en rond et le style, souvent répétitif, ainsi que l'abus des formules pseudo-dialectiques comme, par exemple, « laïciser le clergé et 'cléricaiser' la société laïque » (p. 107) n'emportent pas la conviction. Si la métaphore du « professeur qui a pris John Witte Jr. sous son aile pour lui apprendre à voler » (p. XVII) fait sourire, elle demeure l'image persistante de cette lecture, somme toute, peu enthousiasmante.

Nathalie Kálnoky.

128.45 ZARKA (Yves Charles),
TAUSSIG (Sylvie),
FLEURY (Cynthia), éd.

L'Islam en France. *Cités*, hors série, Paris, PUF, 2004, 733 p.

Si l'on fait fi d'un éditorial polémique et dramatisant au ton huntingtonien et d'une introduction qui affiche clairement une approche engagée et militante (p. 13), ce volumineux numéro hors Série de la Revue *Cités* est une mine de données et de réflexion pour les chercheurs en sciences sociales. On ne saurait bien sûr analyser en détail les soixante dix sept interventions regroupées en 10 sections affrontant chacune une problématique spécifique.

Les éditeurs de l'ouvrage ont opté pour une démarche plurielle : de l'article scientifique traditionnel au témoignage ou entretien avec des acteurs du champ d'analyse en passant par des interviews 'contradictoires' avec des chercheurs dont la distance critique (p. 13) est à leurs yeux sujette à caution.

Ce n'est pas le choix de la typologie différenciée des interventions qui fait problème mais le caractère inégal, non homogène des contributions ici présentées. Les réflexions théoriques et méthodologiques sur la neutralité du travail scientifique sont connues. On ne saurait toutefois confondre l'analyse d'une réflexion basée sur de solides données de recherche empirique, comme celles de la section VII consacrée aux évolutions des rites religieux (Brisabarre, Chaïb, Bergeaud, Blacker, Kuczynski), qui nous informent sur l'insertion concrète et symbolique des populations musulmanes dans la société